

Working Group III

Working document 22

Groupe de travail III « Personnalité juridique »

Objet : **Observations de Mme Andréani, Membre Suppléante de la Convention,
sur le projet de rapport (WG III - WD 10)**

**Observations sur le projet de rapport du groupe
présentées par Mme Pascale ANDREANI,
Membre suppléante de la Convention**

1) La procédure de négociation et de conclusion d'accords

Point 7. – Compte tenu des observations faites dans ma précédente contribution, la rédaction du point 7 ligne 8 pourrait donc être amendée comme suit:

"Le groupe a étudié la possibilité de prévoir une disposition dans le traité précisant que, lorsque la matière [...] ce serait à la Commission de négocier. Certains conventionnels ont cependant indiqué que ce critère était dans certains cas difficilement praticable et ne contribuait en réalité pas à clarifier les traités actuels. Ils ont précisé que le maintien de deux bases juridiques était donc inévitable et ne posait en fait que peu de problèmes. Plus généralement, la question du négociateur et des procédures de négociation soulève le problème de l'avenir des rôles du Haut Représentant et du Commissaire: en cas de regroupement de ces fonctions en une personne unique, la question de la base juridique devient secondaire; en cas de maintien de la séparation, l'existence de deux bases juridiques devrait s'accompagner d'une nouvelle disposition ouvrant la possibilité pour le Conseil de déléguer au Commissaire ou au Haut Représentant la tâche de négocier l'ensemble de l'accord."

Point 8. - Afin d'être cohérent avec la nouvelle rédaction du point 7, il convient d'indiquer que le Conseil ou les Etats membres doivent pouvoir avoir la faculté de déléguer la compétence de négocier l'ensemble d'un accord mixte (interpiliers ou UE/Etats membres) à la Commission, au Haut Représentant ou à la Présidence.

2) La conclusion d'accords par l'Union en cas d'abstention constructive.

En l'état des règles de vote au Conseil, nous pouvons accepter la suppression de la procédure d'invocation des règles constitutionnelles pour les accords PESC et JAI. Toutefois, il convient de maintenir la possibilité, si une difficulté d'ordre constitutionnel se présentait à l'occasion d'un accord de l'Union en matière de PESC ou de JAI, de recourir à la clause de sauvegarde de l'article 23, paragraphe 2, UE.

3) L'ensemble des autres points devraient être regroupés dans une partie distincte, précisant qu'il s'agit là de propositions faites au groupe chargé de l'action extérieure

Plus précisément, il conviendrait d'amender le projet de rapport dans les termes suivants :

Point 15. - Indiquer plutôt que *"Le groupe a analysé les avantages de ce point de vue d'un cumul par une seule et même personne des responsabilités du Haut Représentant et de celles du Commissaire ou d'une fusion des deux fonctions."*

Par ailleurs, il semble prématuré de parler *"d'un seul corps de fonctionnaires"* : ceci pose en effet des problèmes administratifs et juridiques délicats, qui n'ont pas été examinés par le groupe de travail. L'important est que tous les services placés sous la responsabilité du HR-Commissaire travaillent de concert. En outre, il est important de continuer à y intégrer des diplomates nationaux pour faciliter l'articulation entre la diplomatie européenne et les diplomaties nationales. Il pourrait donc être indiqué qu'*"en cas d'union des deux fonctions, les agents en charge des aspects politiques de la diplomatie européenne devront provenir du Secrétariat Général du Conseil, de la Commission et des corps diplomatiques des Etats membres, ce qui présenterait en outre l'avantage de faciliter l'articulation entre la diplomatie européenne et les diplomaties nationales."*

Point 18. Dans la dernière phrase, préciser que cette représentation unique pourrait être envisagée *"dans certains domaines ou organisations à définir au cas par cas"*.

Point 21. - Il conviendrait de préciser que l'activité des délégations de l'Union s'exercerait *"sans préjudice des compétences retenues par les Etats membres"*. En effet, la substitution des représentations diplomatiques des Etats membres par des délégations de l'Union ne pourrait se concevoir que s'il était envisagé de confier à l'Union une compétence exclusive en matière de politique extérieure, ce qui n'est pas le cas.

Points IV et V. - Rajouter au début de ces deux points une phrase indiquant qu'il s'agit de suggestions faites par le groupe au groupe chargé de l'action extérieure et que ces deux questions (contrôle de la CJCE et rôle du PE) appellent un examen plus large dans le cadre de l'examen du schéma institutionnel d'ensemble relatif aux relations extérieures.

Enfin, il convient naturellement de modifier les conclusions (point 28) en conséquence des remarques formulées ici./.